

Commune de Pompignac

23, avenue de la Mairie

33370 Pompignac

Tel : 05.57.97.13.02

**Marché de prestations de
services divers**

**Cahier des clauses
particulières**

Objet du marché à tranches

Entretien de la plaine des sports

Numéro de Marché :4-2021

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :
Entretien de la plaine des sports

Article 2 – Forme du marché

Marché à tranches optionnelles passé par un pouvoir adjudicateur.

Article 3 – Décomposition des prestations

Les prestations font l'objet de 2 tranches ainsi décrites :

- Plaine des Sports (tranche ferme)
- Propriété de Cadouin (tranche optionnelle)

Le délai d'affermissement de 24 mois de la tranche Propriété de Cadouin a pour point de départ : le commencement d'exécution de la tranche ferme.

Article 4 – Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG -FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 et publié au JO du 19 mars 2009

Article 5 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires.

Article 6 – Modalités de variation du prix

Les prix sont fermes.

Article 7 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 8 – Durée du marché

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-FCS, le point de départ du délai d'exécution n'est pas fixé à la date de notification du marché.

La **tranche Plaine des Sports** commence à compter du 01/09/2021.

Son délai d'exécution est de 36 mois.

La **tranche Propriété de Cadouin** commence à compter de la date indiquée sur l'ordre de service.

Sa durée ne pourra pas dépasser la date de fin de contrat de la tranche ferme soit 01/09/2024.

Article 9 – Date limite de validité du marché

Article 10 – Description des prestations

Tranche ferme :

Le terrain d'honneur devra être impérativement tondu tous les jeudis, afin de permettre le séchage du gazon avant utilisation du stade.

En cas d'intempéries ne permettant pas le respect de ce calendrier, la tonte sera réalisée le lendemain, après en avoir averti et avoir reçu l'accord du responsable désigné pour le compte de la commune qui seul pourra modifier les dates.

La commune se réserve le droit de demander à l'entreprise de procéder à la tonte du terrain d'honneur un autre jour.

Le matériel devra être parfaitement nettoyé avant toute intervention sur le stade pour éviter la propagation de maladies.

La tonte est précédée de l'enlèvement des déchets et autres éléments indésirables qui pourraient se trouver sur la surface de jeu. La tonte de la pelouse sur l'ensemble de la parcelle (l'ensemble des espaces verts du complexe sportif, le talus et extérieur le long de la clôture).

Les zones inaccessibles à la tondeuse seront donc tondues manuellement ou avec tout matériel adapté pour obtenir une hauteur de coupe uniforme. Les zones délicates, telles que bordures, bandes, parties plantées, seront tondues avec des engins légers à faible largeur de coupe ou aux engins de type rotofil.

Le souffleur devra être passé afin de nettoyer les surfaces en durs (routes, espaces goudronnées ou bétonnées...). L'entreprise devra être vigilante sur les projections et en sera la seule responsable.

La physionomie de la pelouse après la coupe devra être régulière ne laissant apparaître aucune traînée ou irrégularité (hauteur de la tonte : 4 cm).

Après chaque tonte, les déchets de gazon du terrain d'honneur ainsi que tous les détritrus seront systématiquement ramassés. Ils seront la propriété de l'entreprise et devront être évacués hors de l'espace vert dans un délai de 12 heures après les travaux de tonte.

L'ensemble des déchets verts issus de ces prestations pourra être évacué à la déchetterie du Semoctom (Tresses, Saint Germain du Puch ou Saint Léon).

Le titulaire du marché fournira la description technique de l'ensemble du matériel susceptible d'être utilisé pour cette prestation.

Entretien du terrain d'honneur :

L'entreprise devra entretenir le terrain d'honneur du Stade comme suit :

- La scarification du terrain d'honneur à prévoir à l'automne.
- Le sablage du terrain d'honneur à prévoir à l'automne. Le titulaire du marché fournira dans la note méthodologique la description technique de l'ensemble du matériel et du sable susceptibles d'être utilisés pour cette prestation.
- La fourniture et la pose d'engrais du terrain d'honneur à prévoir à l'automne et au printemps. Les engrais employés devront être conformes aux objectifs du développement durable. L'utilisation de produits spéciaux est soumise à l'acceptation du maître d'ouvrage. Ces produits sont conformes aux normes ou, en l'absence de norme, ils doivent être homologués. Le titulaire du marché fournira la description et les fiches techniques de l'ensemble du matériel et des produits susceptibles d'être utilisés pour cette prestation.
- L'aération des terrains devra être effectuée en cours d'année au moment le plus propice à cette opération.
- Le rouleau à passer.
- Elimination des mauvaises herbes.
- Regarnissage des zones vides à compléter
- L'entretien et le contrôle de l'arrosage. Il s'agit de la prise en charge du suivi de l'arrosage (contrôle hebdomadaire et annuel). L'entreprise devra s'assurer de l'entretien du système et du bon fonctionnement de celui-ci. Les heures de démarrage et d'arrêt de l'arrosage seront établies en accord avec le responsable désigné pour le compte de la commune.
- Les massifs de fleurs et arbustes sur le site devront être entretenus deux fois par an.

Tranche conditionnelle :

Entretien de la propriété de Cadouin. La tonte de la pelouse porte sur l'ensemble de la parcelle. Il faudra compter 9 passages par an. Les zones inaccessibles à la tondeuse seront donc tondues manuellement ou avec tout matériel adapté pour obtenir une hauteur de coupe uniforme. Les zones

déliçates, telles que bordures, bandes, parties plantées, seront tondues avec des engins légers à faible largeur de coupe ou aux engins de type rotofil.

Après chaque tonte, les déchets de gazon ainsi que tous les détritux seront systématiquement ramassés. Ils seront la propriété de l'entreprise et devront être évacués hors de l'espace vert dans un délai de 12 heures après les travaux de tonte.

L'ensemble des déchets verts issus de ces prestations pourra être évacué à la déchetterie du Semoctom (Tresses, Saint Germain du Puch ou Saint Léon).

Le souffleur devra être passé afin de nettoyer les surfaces en durs (routes, espaces goudronnées ou bétonnées...). L'entreprise devra être vigilante sur les projections et en sera la seule responsable.

Les massifs de fleurs et arbustes sur le site devront être entretenus deux fois par an.

Article 11 – Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution des prestations dans les conditions prévues à l'article 23.1 du CCAG-FCS.

Article 12 – Décisions après vérification

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS.

Article 13 – Modalités de paiement

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde.

Le paiement intervient par acomptes versés au début de chaque mois pour les prestations livrées le mois précédent.

Article 14 – Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Article 15 – Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne sera utilisée. Les grandes entreprises, les ETI et les PME ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr.

La facturation en ligne est obligatoire pour les Micro-entreprises au 1er janvier 2020. Si l'opérateur économique est soumis à l'obligation de facturation électronique en vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation (chorus-pro) est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Explications et précisions sur la facturation en ligne :

Entretien de la plaine des sports- marché n°4-2021

Mentions obligatoires des factures électroniques :

la date d'émission de la facture; la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture; l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) – le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture, la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement – la date de livraison des fournitures ou d'exécution des

services ou des travaux ; – la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ; – le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire; le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ; – le cas échéant, les modalités particulières de règlement ; – le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires, l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture

Chaque facture indiquera le code d'identification du service en charge du paiement et le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique.

Article 16 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Si le marché prévoit une répartition le paiement est effectué sur le compte propre à chaque membre du groupement, par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS.

Article 17 – Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le CCP ou par un acte spécial.

Article 18 – Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

Article 19 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Article 20 – Retenue de garantie

Il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées, un mois au plus tard à compter de la levée des réserves ou à compter de l'expiration du délai de garantie, dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du code de la commande publique.

Article 21 – Dispositions concernant l'avance

Article 21.1 Taux et conditions de versement de l'avance-tranche Plaine des Sports

Aucune avance n'est prévue.

Article 21.2 Taux et conditions de versement de l'avance-tranche Propriété de Cadouin

Aucune avance n'est prévue.

Article 22 – Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 23 – Garantie technique

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS s'appliquent.

Article 24 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 25 – Pénalités de retard

Les pénalités journalières de retard sont prévues à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Article 26 – Règles générales d'application des pénalités

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

Article 27 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 28 – Résiliation

Résiliation pour motif d'intérêt général

Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliquée sur le montant hors taxe de la partie résiliée du marché est de 5 %.

Le présent document ne déroge pas au CCAG-FCS en ce qui concerne les modalités de résiliation du marché.

Article 29 – Attribution de compétence

Le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Article 30 – Dérogations

L'article 8 - Durée du marché - Délais d'exécution déroge à l'article 13 du CCAG-FCS.

L'article 16 - paiement des cotraitants déroge à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS.

L'article 27 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire déroge à l'article 30.2 du CCAG-FCS.